

Revue

des
sociétés

DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ

-
- Arrêté du 18 juin 2002 portant homologation du règlement n° 2002-05 de la Commission des opérations de bourse 585

Bibliographie

I. Comptes rendus d'ouvrages	597
II. Bibliographie thématique : le devoir de loyauté du dirigeant	601
III. Actualités bibliographiques	603
IV. Sélection d'ouvrages récents	610
V. Thèses de doctorat	611

Informations

Les multinationales aussi riches que les États	613
--	-----

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

- *Société anonyme* - président du conseil d'administration - pension de retraite (CA Versailles, 12^e ch. sec. 2, 31 janv. 2002) 573
- *Société anonyme* - administrateur - responsabilité - *corporate governance* (CA Paris, 3^e ch. sec. B, 3 mai 2002) 574
- *Société anonyme* - directoire - membres - désignation de membres supplémentaires en cours de mandat (CA Paris, 3^e ch. sec. C, 14 juin 2002) 575
- *Société en général* - associé - parts - cession - cession de contrôle - caractère commercial - appréciation au regard de chaque cessionnaire (CA Paris, 1^{re} ch. sec. D, 15 mai 2001) 575
- *Société en général* - commissaire aux comptes - responsabilité - faute - intervention préalable d'un expert comptable (CA Paris, 1^{re} ch. sec. A, 18 mars 2002) 576
- *Société en général* - représentation - société en liquidation judiciaire - appel interjeté par le gérant - recevabilité (CA Paris, 3^e ch. sec. B, 24 mai 2002) 577
- *Société en général* - administrateur provisoire - désignation - situation financière compromise puis rétablie - rejet (CA Paris, 14^e ch. sec. A, 20 mars 2002) 578

Législation et réglementation

I. Décrets

- Décret n° 2002-1085 du 7 août 2002 pris pour l'application de l'article 44 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques et modifiant le décret n° 84-406 du 30 mai 1984 relatif au registre du commerce et des sociétés ainsi que le titre II du livre V de la deuxième partie (réglementaire) du code rural 581
- Décret n° 2002-652 du 30 avril 2002 portant application du 5° de l'article L. 511-6 du code monétaire et financier relatif aux associations habilitées à faire certaines opérations de prêts 582
- Décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant les conditions d'application du livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence 585

II. Arrêtés

- Arrêté du 30 avril 2002 définissant les informations relatives aux rejets du rapport mentionné à l'article L. 225-102-1 du code de commerce 585
- Arrêté du 22 avril 2002 portant homologation du règlement n° 2002-04 de la Commission des opérations de bourse (rectificatif) 585

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Sociétés en général - privatisations - État actionnaire - action spécifique (*golden share*) - conformité au droit communautaire (articles 73 B devenu 56, 52 et 58 devenus 43 et 48) - transparence des conditions de mise en œuvre, CJCE, 4 juin 2002, note Gilbert PARLÉANI 519

II. Sociétés civiles

- Société civile immobilière - retrait d'un associé - valeurs des droits sociaux - prise en compte par la société de la quote-part des loyers dus à la SCI - paiement direct à l'associé (non), Cour de cassation (3^e civ.), 29 mai 2002, note Bernard SAINTOURENS 528
- Société civile d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - contribution aux charges - modalités de preuve - droit de retrait - impossibilité, Cour de cassation (3^e civ.), 29 mai 2002, note Jean-François BARBIÉRI 532

III. Droit fiscal des sociétés

- Sociétés - relations entre une société mère française et des filiales établies à l'étranger - imposition de la mère sur les bénéfices des filiales soumises à un régime fiscal privilégié (art. 209 B du CGI) - convention fiscale franco-suisse faisant obstacle à cette imposition, CE, assemblée 28 juin 2002, note Olivier FOUQUET 538

IV. Droit pénal des sociétés

- Société - entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée - abus de biens sociaux - paiement d'un détective privé, Cass. crim., 20 févr. 2002, note Bernard BOULOC 546
- Société - société anonyme - société d'économie mixte - abus de biens sociaux - prescription - délai - point de départ, Cass. crim., 10 avr. 2002, note Bernard BOULOC 549
- Banqueroute - action publique - mise en mouvement - irrecevabilité de la constitution de partie civile - réquisitions du ministère public, Cass. crim., 11 avr. 2002, note Bernard BOULOC 561
- Abus de confiance - société en nom collectif - gérant - détournement - dépenses personnelles.
- Abus de confiance - action civile - préjudice personnel - associé d'une société en nom collectif, Cass. crim., 10 avr. 2002, note Bernard BOULOC 566

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

Commentaire du décret du 3 mai 2002 portant application de la loi du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques

- Les dispositions du décret du 3 mai 2002 relatives aux assemblées générales d'actionnaires, par Yves GUYON 421
- Les dispositions du décret du 3 mai 2002 relatives aux organes de direction de la société anonyme, par Bernard SAINTOURENS 430
- Les dispositions du décret du 3 mai 2002 relatives aux conventions réglementées, par Raymonde VATINET 441
- Les dispositions du décret du 3 mai 2002 relatives à l'identification et au vote des actionnaires non résidents des sociétés cotées, par Jean-Paul VALUET 446

L'abus de droit en fiscalité

Université de Paris Dauphine - Institut de droit économique fiscal et social - Colloque du 16 mai 2002

- Avant-propos, par Pierre-François RACINE 455
- Un premier aperçu, par Jacques AMAR 457
- L'abus de droit et la création des textes, par Philippe DURAND 467
- La jurisprudence du Conseil d'État, par Stéphane AUSTRY 471
- La jurisprudence de la Cour de cassation, par Bernard POUILLAIN 479
- La réaction des praticiens, par Michel TALY 489
- Le point de vue du contrôle fiscal, par Gérard BOURIANE 493
- Proposition d'un universitaire : et si on supprimait l'abus de droit ?, par Maurice COZIAN 499
- Synthèse « Abus de droit et droit fiscal », par Andrée BRUNET et François PASQUALINI 507